

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article615>

L'UGTG vue par le Monde Diplomatique

- Revue du web - Des Ã©crits sur l'UGTG -

Date de parution : 31 mars 2003

Date de mise en ligne : samedi 2 aoÃ»t 2008

Mis Ã jour le : dimanche 2 novembre 2008

UGTG.org

En novembre 2002, dans un climat social tendu, des accrochages opposaient des militants de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), indépendantiste, aux gendarmes. Si le discours et les moyens d'action du syndicat hârisent parfois, ils sont l'expression des séquelles coloniales, des frustrations individuelles et de la misère culturelle d'un peuple privé de projet. Un ressentiment diffus perdure, conséquence de l'immobilisme, du clientélisme, de l'opacité et de la tricherie généralisés.

LE PERSISTANT MALAISE DE L'OUTRE-MER

Fragile identité guadeloupéenne

Par Christophe Wargny

Article paru en avril 2003

[[-\] Lien vers l'article](#)

Rentrée scolaire retardée, graves dans le secteur de l'énergie, chantage au départ de la chaîne hôtelière Accor, accueil touristique mis en cause, filières canne ou banane en grand danger : en Guadeloupe, le climat social paraît dégradé. Comme si ce département outre-mer concentrait davantage de handicaps que les autres entités, demeurées françaises, de l'ancien Empire. A situation difficile, recherche de coupables. Ou de boucs émissaires. Une grande partie de l'opinion et des pouvoirs a tout fait de signer l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), la centrale syndicale indépendantiste, la plus active de l'île.

La Guadeloupe ne bénéficie-t-elle pas des standards sociaux de la métropole (à l'exception du domaine scolaire) et n'appartient-elle pas au monde réputé paradisiaque des Caraïbes ? Que signifierait donc l'indépendance dans un pays de cocagne, dépendant au surplus à 80 % de la manne financière venue de Paris ? Les syndicalistes tuent la poule aux oeufs d'or et exaspèrent même une bonne partie de la population locale : c'est ce que retiennent les médias français. Le commentaire va parfois au-delà : « Mais la passivité, pour ne pas dire plus, des autorités locales et une classe politique qui paraît plus portée sur le clientélisme que sur l'intégrité général est tout aussi surprenante (1). »

La puissance coloniale imposait jadis, par la contrainte, la paix sociale. Les pouvoirs publics espèrent désormais la maintenir par un système généralisé de perfusion permanente, en souhaitant que médecins, fournisseurs, hôpitaux, sécurité sociale, patients et même amis de la famille y trouvent, même inconsciemment, leur compte. La nécessité proclamée du changement, les formes annoncées ou enclenchées ramènent toujours au statu quo.

Un ménage à trois gouverne ou maintient le système : une classe politique médiocre ou indigne, des pouvoirs publics couards ou accommodants, une économie de mendiants ou de flibustiers. Le chœur transforme l'insularité en excuse ou en justification. Si l'UGTG fait souvent irruption sur le terrain politique, c'est qu'il est en partie inoccupé. Si la politique est partout, le politique n'est pas fondé. Il n'existe aucune valeur, seulement des intérêts. Pas de dessein, mais des clientèles.

Clients, clientÃles. Quand le tourisme bat de lâEuros"aille, quand le bÃtiment peine, quand la canne et la banane survivent au rythme des protections de Bruxelles, quand la production locale est Ã ce point atone, quand le taux de couverture des importations par les exportations descend Ã 7,5 % (2), la principale activitÃ Ãconomique consiste Ã distribuer les produits venus de la mÃtropole. Les denrÃes, les services... et les subventions. Et le plus sÃ »r, pour les Ãlus, consiste Ã les transformer en un maximum dÃemplois municipaux prÃcaires. Un emploi octroyÃ, et cÃest une douzaine dÃlecteurs assurÃs. Faites le calcul aux Abymes, la commune la plus peuplÃe : 70 000 habitants, la moitiÃ des habitants en Ãge de voter, environ 25 000 qui sÃexpriment. Avec plus de 1 200 emplois, le maire peut aborder avec quiÃtude les ÃchÃances Ãlectorales.

Pas plus les Ãtiquettes que les programmes ne dÃterminent les Ãlecteurs. Pourquoi serait-ce le cas quand (presque) toutes les alliances sont possibles ? NÃexistent que des fiefs. La mouvance socialiste est ÃclatÃe en quatre familles. LÃide de transgression ou de trahison nÃeffleure pas les transfuges. Juste une poignÃe dÃintellectuels, et lâEuros"UGTG, qui parfois en joue, pour protester contre une perversion quasi gÃnÃralisÃe de la vie politique.

LÃ« homme fort Ã » du dÃpartement-rÃgion (la Guadeloupe est lâEuros"un et lâEuros"autre, avec lâEuros'avantage dÃun peu plus dÃassistance et le charme des majoritÃs croisÃes), Mme Lucette Michaux-Chevry, est Ã la fois caricature, stÃrÃotype et quintessence du systÃme. Tour Ã tour indÃpendantiste, socialiste, Ã « gaulliste Ã », tant de fois adoubÃe par le prÃsident Jacques Chirac, elle est Ã « la patronne Ã ». Un parrain au charisme teintÃ de rouerie et de vulgaritÃ, renforcÃ par la peur quÃelle inspire. Plus que celles de quelques collÃgues, ses multiples mises en examen et ses premiÃres condamnations nÃinquiÃtent pas lâEuros"Ãlecteur. Elles prouvent au contraire quÃelle se dÃbrouille au mieux, au bÃnÃfice de tous et dÃelle-mÃme, contre les Ã « persÃcutions Ã » de lâEuros"Etat franÃÃais.
Ã « Pas de vagues ! Ã »

Quelques Ãlus rÃsistent, cÃest vrai. Le nouveau dÃputÃ-maire de Vieux-Habitants, M. Victorin Lurel, joue la transparence, mais mesure la faiblesse du militantisme. DÃautres, comme Ã Trois-RiviÃres, tentent de professionnaliser le personnel municipal ou de juguler lâEuros"assistanat. Combien de temps tiendront-ils ? La vie associative est pauvre, les contre-pouvoirs anÃmiques ou stÃrilisÃs par un systÃme qui tend Ã les marginaliser ou Ã les acheter.

MÃme la violente campagne menÃe par le journaliste noir Ibo Simon contre les Ã « mÃtÃques noirs Ã » nÃa rencontrÃ quÃune protestation lente Ã sÃorganiser. Les harangues xÃnophobes visaient les HaÃtiens, souvent clandestins, et par ailleurs si apprÃciÃs pour la modicitÃ de leurs exigences.

Quand la reconnaissance sociale transite essentiellement par la politique, et que celle-ci est sans foi ni loi, lâEuros"Etat pourrait intervenir. Il ne manque pas de moyens. Les transferts financiers sont Ãnormes. Le soutien de la mÃtropole aux dÃpartements dÃoutre-mer (2 millions dÃhabitants) Ãgale presque, en 2002, lâEuros"aide publique au dÃveloppement de lâEuros"Afrique (800 millions). La prÃfecture a dÃ » placer sous tutelle 16 des 34 communes de lâEuros"Ãle. Un record ! Les dÃpenses de (mauvais) fonctionnement, ajoutÃes aux emprunts, finissent par tout absorber. Les banques ne prÃtent plus. Ce qui nÃempÃche pas les Ãlus, toutes tendances rÃunies, de se plaindre de la mauvaise image donnÃe de leur Ãle (dÃy voir parfois un soupÃon de racisme) et de rÃclamer toujours plus pour la redresser !

CÃtÃ pouvoir central, on aime Ã parler de Ã « bonne gouvernance Ã » et de Ã « modernisation du dialogue social Ã ». Plus rarement de civisme. Mais la consigne de tous les gouvernements est la mÃme : pas de vagues ! Le changement dans les textes, la continuitÃ dans les moeurs. Le recouvrement de lâEuros"impÃt est typique. Les assujettis Ã lâEuros"impÃt sur le revenu (24 %, contre 48 % en mÃtropole, ce qui est normal, le revenu par habitant Ãtant plus faible) ne sont quÃun gros tiers Ã payer quand ils reÃvoient leur avis

dâEuros"imposition (contre 97 % de Â« taux de spontanÃ©itÃ© Â » en mÃ©tropole). Menaces de poursuites, avis dâEuros"huissier, amendes : on atteint deux tiers de payants. Et on efface les sanctions. Dans bien des communes, pas de permis de construire, donc pas dâEuros"impÃ¢ts locaux. PrÃ©s de la moitiÃ© des citoyens sâEuros"en exemptent. Sans trop se cacher. A ce jeu, les plus gros contribuables ne sont pas les moins malins.

LâEuros"Etat borgne vit en fait sous influence des lobbies. Combien dâEuros"emplois et dâEuros"activitÃ©s se crÃ©ent-ils chaque annÃ©e ? Fonds franÃ§ais ou europÃ©ens, la Guadeloupe devrait depuis longtemps atteindre le plein emploi, alors que lâEuros"Institut national de la statistique et des Ã©tudes Ã©conomiques (Insee) annonce 26 % de chÃªmeurs. Toujours plus de dÃ© : dÃ©fiscalisation, dÃ©taxation, donc de dÃ©bours pour lâEuros"Etat (qui se prÃ©pare dâEuros"ailleurs Ã faire plus en 2003) et de dÃ©investissement, dÃ©confiture dâEuros"entreprises. Au nom de sains principes : produire localement, diversifier, dÃ©velopper le tertiaire, exporter un jour.

Les dÃ©, bien sÃ©r, sont pipÃ©s. La loi Pons, revue par M. Christian Paul (3), revient en fait Ã subventionner, non pas les emplois, mais les constructions, fussent-elles rÃ©sidentielles et privÃ©es. Construisez dans les Antilles la maison de votre retraite, elle vous coÃ»tera un tiers moins cher ! Si vous Ãªtes fonctionnaire, votre traitement sera majorÃ© de 40 %. Prime de vie chÃªre, qui ne repose sur aucun critÃ©re objectif, et qui encourage un penchant naturel, vieil hÃ©ritage de la colonisation, Ã prÃ©fÃ©rer la sÃ©curitÃ© Ã lâEuros"initiative.

M. Gaby Clavier, lâEuros"un des animateurs de lâEuros"UGTG, nâEuros"est pas seul Ã le dire : Â« PÃ©riodiquement apparaÃ©t un texte de plus qui propose de nouveaux avantages Ã qui investira dans tel ou de tel secteur. Primes, baisse des charges. On voit apparaÃ©tre des plaques de sociÃ©tÃ©s, quelquefois de petites entreprises. DÃ©pÃ¢t de bilan rapide pour des gens qui ont juste flairÃ© un coup. Il y a mÃªme des spÃ©cialistes du conseil en montage bidon, qui ont eux-mÃªmes des amis. On est proche dâEuros"un systÃ©me mafieux. Â » CÃ¢tÃ© services prÃ©factoraux, on nâEuros"emploie pas le mÃªme langage, mais on concÃ©de que les flux financiers suffisent amplement : faute de partenaires fiables, on ne parvient pas Ã dÃ©penser les fonds europÃ©ens.

IntÃ©rÃªts politiques et Ã©conomiques sont Ã©troitement imbriquÃ©s. LâEuros"Etat nâEuros"est pas mÃªlÃ© aux affaires, seulement vellÃ©itaire et pusillanime. Jamais stratÃ©ge. Inventer ? De quoi se mÃªlerait-il ? Il paie. Il paie la paix sociale en donnant Ã qui lui garantit ce statu quo oÃ¹ lâEuros"assistanat, transformÃ© par des Ã©lus en corruption (la frontiÃ©re est tÃ©nue), sert dâEuros"antidote aux frustrations et au ressentiment sÃ©culaires.

Un Etat radoteur qui psalmodie depuis des dÃ©cades le refrain de lâEuros"ouverture sur lâEuros"environnement gÃ©ographique. Les Ã©lus sâEuros"en tiennent Ã de joyeuses dÃ©clÃ©rations dans les Ã©tats environnantes, et le pays commerce (Ã sens unique) Ã 80 % avec lâEuros"Union europÃ©enne, Ã 3 % avec les pays de lâEuros"Accord de libre-Ã©change nord-amÃ©ricain (Canada, Etats-Unis, Mexique). Il vit dÃ©connectÃ© des CaraÃ©bes. La sociÃ©tÃ© de consommation qui sâEuros"y dÃ©veloppe nâEuros"est adossÃ©e ni aux valeurs rÃ©publicaines qui vÃ©gÃ©tent, privÃ©es dâEuros"humus, ni Ã une culture crÃ©ole Ã la dÃ©finition vague (4). Le voudraient-ils que les Ã©lus ne disposeraient pas dâEuros"une dÃ©clÃ©ration suffisante pour nÃ©gocier avec les voisins.

Tous le reconnaissent : le chÃªmage nâEuros"est pas ce que lâEuros"Insee, dans ses catÃ©gories, annonce. NâEuros"apparaÃ©t pas la catÃ©gorie des djobeurs, GuadeloupÃ©ens tantÃ¢t RMistes, tantÃ¢t employÃ©s prÃ©caires, bÃ©nÃ©ficiant aujourdâEuros"hui des allocations diverses, travaillant au noir, pÃªcheurs ou agriculteurs, proposant un gÃ¢te ou deux aux touristes, employant mÃªme parfois des HaÃ©tiens. Economie Ã demi formelle, sens de la dÃ©brouille qui, mieux reconnu et orientÃ©, pourrait fournir des emplois plus sÃ©rs. LâEuros"avenir du tourisme, sont-ce les complexes de Gosier ou les petites structures de proximitÃ© ? Rien nâEuros"y Ã©voque le tiers-monde Â », comme le prÃ©tendent quelques articles (5). La misÃ©re indigne existe Ã quelques encablures, mais pas ici. Â« Nous avons Ã©vitÃ© lâEuros"haÃ©tianisation de nos dÃ©partements Â », se fÃ©licitait il y a une dÃ©cennie le ministre Louis Le Pensec.

Mais le vœu de l'identité ou de l'égalité reste fragile. A fleur de peau. Insaissable ambiguïté, assommant non-dit. Héritage de la colonie incrusté dans les têtes. « Imaginez, raconte un syndicaliste, deux commerciaux, l'un noir, l'autre blanc, de qualité strictement égale. Les clients blancs feront davantage confiance au Blanc. Les acheteurs noirs aussi. » Transposez dans le bâtiment : les ouvriers sont noirs, ils feront de préférence confiance à un Blanc. Ce qui n'empêche pas un vague sentiment de rancune et d'injustice. Une forme larvée de racisme ? Un sujet tabou, en tout cas. Quelle société post-esclavagiste est définitivement affranchie ?

« Objectif Guadeloupe ». C'est le nom du comptoir Michaux-Chevry. Le magasin souhaite plus de souplesse pour distribuer des services plus divers. Une Samaritaine qui continue à acheter les consciences. En face, une démocratie de fan-clubs ! L'indépendantisme n'est pas, dans la tête des cinq mille adhérents de l'UGTG ou dans d'autres, indépendance économique, aussi improbable qu'impraticable. Même si certains, coupés de l'opinion, le disent. Il traduit le refus d'une société bloquée. D'une impasse que beaucoup préfèrent à d'autres incertains carrefours.

Colonie trois étoiles ou département dépendant, sur fond de lâcheté, de corruption, de rancœurs, d'injustices, de guerre des clans et d'immobilisme : est-ce le seul choix ? Le malaise guadeloupéen n'est pas d'abord un problème d'image ou d'institutions (l'Assemblée unique paraît aller de soi), mais d'identité, de citoyenneté. Plus à avoir. Sortir de l'ère des caciques et du système des indulgences.